

## **Intervention Projet de Loi de Finances pour 2011**

**de Dominique BAERT – 19 octobre 2010**

**Monsieur le Ministre,**

**Le Budget de l'Etat a un double rôle : budgétaire bien sûr, par les dépenses et les recettes qu'il autorise, économique aussi parce qu'il est un instrument essentiel de politique économique ; il est même, depuis que la politique monétaire est devenue européenne, le principal instrument dans les mains du Gouvernement.**

**Or, avec ce Budget 2011, vous faites de cet outil un médiocre usage. Au-delà, bien sûr de certaines mesures techniques qui peuvent nous réunir, force est de constater que ce Projet de Budget est « dépressif », qu'il va accentuer le mauvais état, économique et psychologique de la France d'aujourd'hui, et la plonger, je le crains, dans une « dépression réactionnelle ». C'est l'un des maux du monde moderne dit-on, c'est le mal que je redoute pour mon pays, c'est le mot qui, à mes yeux, s'impose en regardant les équilibres comme le contenu de ce Budget. Pourquoi ? Pour 3 raisons :**

**➤ D'abord parce que loin de la stimuler, ce Budget va casser la croissance. Je n'insiste pas, plusieurs orateurs l'ont déjà dit. Car enfin, de quoi a besoin notre économie ? De croissance ! Nos entreprises ont besoin de commandes, nos ménages ont besoin de revenus, notre économie a besoin d'investissements... et pour tout cela, si vous voulez que les mécanismes économiques bien connus du multiplicateur et de l'accélérateur se mettent en œuvre pour recréer un cycle à la hausse, pour relancer le moteur économique, il faut réinjecter de l'énergie ! Or, en réduisant le déficit budgétaire de 60 Milliards, en gelant les dépenses, et en augmentant de près de 10 Milliards les prélèvements, on enlève du carburant à la machine économique. Le risque est de casser l'amorce de reprise.**

**L'an dernier, l'heure était à la relance. Cette année, l'urgence semble être à la rigueur brutale. Après le coup de chaud de 2010, le coup de froid pour 2011 : c'est comme ça qu'on s'enrhume et qu'on enrayer la mécanique. La relance est oubliée, vive la rigueur qui ne dit pas son nom ! Mais attention, si toutes les économies européennes – trop peu concertées d'évidence – jouent ce jeu-là, la dépression économique guette, avec cette fois des déficits subis demain autrement plus difficiles à résorber, et toujours pas davantage d'emplois !**

**➤ Le contenu des dépenses de l'Etat est une deuxième cause de dépression, celle qui frappe les services et la présence de l'Etat dans nos quartiers, dans nos villes. De suppressions de postes en suppressions de postes, c'est la présence de la France à l'étranger ou sur nos territoires qui est affaiblie, ce sont policiers, gendarmes, enseignants, dramatiquement moins nombreux, ce sont des administrations des impôts ou de l'équipement surchargées, qui suppriment des permanences locales et où se dégrade le service public à la population ! 31.638 postes supprimés l'an prochain, 100.000 au total ces 3 dernières années, puis de 200.000 sur toute la législature : ça non plus, en 2007, comme la réforme des retraites, Nicolas Sarkozy ne l'avait pas annoncé dans sa campagne présidentielle !**

**Et pourtant, ce n'est rien d'autre qu'un terrible plan social imposé à l'entreprise France ! Avec en conséquence directe, moins d'emplois, et plus de chômage !**

**➤ Enfin, la troisième réaction dépressive qu'immanquablement ce Budget va provoquer, est dans nos collectivités locales. Le « gel » annoncé, et constaté dans les chiffres, des enveloppes globales aux collectivités locales, ne signifie rien d'autre que, dans nos régions, départements, intercommunalités, et surtout dans nos communes les recettes en provenance de l'Etat vont baisser, et donc souvent les recettes globales vont diminuer.**

**Sauf que dans le même temps, l'Etat, soit par les mesures catégorielles, soit par les normes qu'il impose, augmente les dépenses de personnel ; rigidifie les dépenses en réprimant les personnels sous contrats ; sollicite des participations financières croissantes dans les politiques contractuelles qu'il développe ; ne cesse donc de solliciter l'argent des collectivités dont pourtant, réforme fiscale après réforme fiscale, il a réduit l'autonomie !**

**Alors, pour certaines villes, à faible revenu moyen, qui se prennent depuis plusieurs années de plein fouet le gel de la part forfaitaire de la DGF, la diminution brutale de la Dotation de Compensation de la Taxe Professionnelle, la baisse de leur DGF, l'atonie de la DSU quand elles en ont une, les décisions qui s'annoncent pour 2011 seront meurtrières !**

**D'autant plus que ce sont dans ces villes-là, qu'en 2011 les contribuables locaux risquent de se voir imposer de très très fortes augmentations de leur taxe d'habitation, à cause des conséquences de la réforme de la Taxe Professionnelle. En transférant en effet du Département vers les intercommunalités à taxe professionnelle unique la taxe d'habitation antérieurement perçue par le Département, vous le savez, Monsieur le Ministre, compte tenu des différences de politiques d'abattement entre le Département et les Communes, si vous ne décidez pas de mesures correctrices, vous allez provoquer mécaniquement des hausses de taxe d'autant plus lourdes que la famille concernée sera modeste, qu'elle sera nombreuse et qu'elle résidera dans une commune pauvre ! Peut-être, Monsieur le Ministre, pourriez-vous nous éclairer sur les intentions du gouvernement pour corriger cette injustice, car s'il ne le faisait pas, il serait parjure à son engagement, légalement validé, d'assurer une parfaite neutralité de sa réforme de la TP pour tous les contribuables ! Pas question que ce soit les ménages qui paient cette baisse d'impôt des entreprises !**

**Mais même si vous corrigez cette erreur – ce qui est bien le moins – je me dois de vous dire, Monsieur le Ministre, que ce Budget 2011 que vous nous présentez est porteur de risques : il atrophie les facteurs de reprises, il appauvrit l'Etat, ses représentants et ses agents, il ampute les collectivités locales et va les priver des moyens de faire fonctionner leurs services et surtout d'investir, ce qui va accentuer la chute de l'investissement. L'Etat ne fait pas, demain les collectivités ne feront plus ! Avec un tel carcan, d'où pensez vous faire naître la croissance économique pourtant si nécessaire ? Pour tout dire, ce Budget est dépressif. Ne vous étonnez pas qu'il soit déprimant, pour notre économie, pour l'emploi, et pour les Français !**